



CHAPITRE 96

CHAPTER 96

Loi modifiant la charte de la cité de Hull An Act to amend the charter of the city of Hull

[Sanctionnée le 6 août 1965]

[Assented to 6th August 1965]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Hull a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 56 Victoria, chapitre 52, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées afin de lui donner de plus amples pouvoirs et de la mettre ainsi en état de mieux pourvoir aux besoins de son expansion et de sa population grandissante;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS the city of Hull has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 56 Victoria, chapter 52, and the acts amending it, be again amended so as to extend its powers and to enable it to make better provision for the needs of its development and its growing population;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1893, c. 52, a. 6, remp.

1. L'article 6 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 2 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 78, est de nouveau remplacé par le suivant:

1. Section 6 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 2 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 78, is again replaced by the following:

Conseil et comité exécutif.

« **6.** La cité est représentée et ses affaires sont administrées:

a) par un conseil composé du maire et d'un échevin par quartier;

b) par un comité exécutif composé du maire comme président et de deux échevins. »

« **6.** The city shall be represented and its affairs administered:

(a) by a council consisting of the mayor and one alderman per ward;

(b) by an executive committee consisting of the mayor as chairman and two aldermen. »

Council and executive committee.

1893, c. 52, a. 7, remp.

2. L'article 7 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 78, est de nouveau remplacé par le suivant:

2. Section 7 of the said act, replaced by section 3 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 78, is again replaced by the following:

1893, c. 52, s. 7, replaced

Mandat
du maire.

« 7. Le maire est élu pour un mandat de trois années consécutives par la majorité des électeurs municipaux de la cité, ayant qualité pour voter et dont les votes ont été donnés à telle élection; il reste en fonction jusqu'à ce qu'un successeur soit élu et assermenté pour le remplacer.

“7. The mayor shall be elected for a term of three consecutive years by the majority of the votes of the qualified municipal electors of the city cast at such election, and shall hold office until his successor in office is elected and sworn in to replace him.

Juges de
paix.

Le maire et les échevins sont d'office juges de paix de la cité de Hull. »

The mayor and the aldermen shall be *ex officio* justices of the peace for the city of Hull.”

1893, c.
52, a. 7a,
ab.

3. L'article 7a de ladite loi, édicté par l'article 3 de la loi 7 George V, chapitre 68, et remplacé par l'article 1 de la loi 13 George V, chapitre 94, est abrogé.

3. Section 7a of the said act, enacted by section 3 of the act 7 George V, chapter 68, and replaced by section 1 of the act 13 George V, chapter 94, is repealed.

1893, c.
52, a. 7a,
remp.

4. L'article 7a de ladite loi, édicté par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, et remplacé par l'article 1 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 65, est de nouveau remplacé par le suivant :

4. Section 7a of the said act, enacted by section 2 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, and replaced by section 1 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 65, is again replaced by the following :

Rémuné-
ration,
etc., des
échevins.

« 7a. Les échevins de la cité recevront pour leurs services une rémunération de \$2,000 par année et une allocation de dépenses de \$1,000 par année. »

“7a. The aldermen of the city shall receive for their services a remuneration of \$2,000 per annum and an expense allowance of \$1,000 per annum.”

1893, c.
52, a. 7b,
remp.

5. L'article 7b de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 55, est remplacé par le suivant :

5. Section 7b of the said act, enacted by section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 55, is replaced by the following :

Rémuné-
tion, etc.,
du maire.

« 7b. Le maire de la cité recevra pour ses services une rémunération de \$6,667 par année et une allocation de dépenses de \$3,333 par année. »

“7b. The mayor of the city shall receive for his services a remuneration of \$6,667 per annum and an expense allowance of \$3,333 per annum.”

1893, c.
52, a. 7c,
aj.

6. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant, après l'article 7b, le suivant :

6. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 7b the following :

Rémuné-
ration,
etc., des
membres
du comité
exécutif.

« 7c. Les membres du comité exécutif reçoivent, en plus des sommes prévues aux articles 7a et 7b, une rémunération de \$2,000 par année et une allocation de dépenses de \$1,000 par année. »

“7c. The members of the executive committee shall receive, in addition to the sums provided for in sections 7a and 7b, a remuneration of \$2,000 per annum and an expense allowance of \$1,000 per annum.”

1893, c.
52, a. 9,
remp.

7. L'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 106, est de nouveau remplacé par le suivant :

7. Section 9 of the said act, replaced by section 3 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 106, is again replaced by the following :

Maire
suppléant.

« 9. A sa première séance du mois de mai de chaque année, le conseil élit un échevin comme maire suppléant pour les

“9. At its first meeting of the month of May in each year, the council shall elect an alderman as pro-mayor for the

douze mois suivants ou jusqu'à son remplacement; en cette qualité, cet échevin a la responsabilité, les prérogatives et l'autorité du maire, sauf en ce qui concerne le comité exécutif, lorsque le maire est absent de la cité ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge.

following twelve months or until he is replaced; as pro-mayor, such alderman so elected shall have and exercise all the duties, authority and privileges of the mayor, except as regards the executive committee, when the mayor is absent from the city or unable to perform the duties of his office.

Élection à séance subséquente. Lorsque, pour un motif quelconque, l'élection du maire suppléant n'a pas été faite lors de la première séance du mois mentionné à l'alinéa précédent, elle peut l'être à une séance subséquente. »

When, for any reason, the pro-mayor was not elected at the first meeting of the month mentioned in the preceding paragraph, he may be elected at a subsequent meeting." **Election at a subsequent meeting.**

1893, c. 56, a. 27, remp. **8.** L'article 27 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 57, est de nouveau remplacé par le suivant:

8. Section 27 of the said act, replaced by section 5 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 57, is again replaced by the following: **1893, c. 56, s. 27, replaced.**

Arrondissements de votation. « **27.** Il est du devoir du greffier, au moins un mois avant le jour de la votation, de subdiviser tel ou tels quartiers en arrondissements de votation, de telle sorte qu'il n'y ait pas plus de deux cent cinquante électeurs dans chaque arrondissement de votation, en ajoutant un arrondissement s'il reste une fraction de ce chiffre.

“**27.** It shall be the duty of the clerk, at least one month before voting day, to subdivide such ward or wards into voting districts, so that there shall not be more than two hundred and fifty electors in each voting district, adding a voting district if a fraction of such figure should remain. **Voting districts.**”

Nombre d'électeurs. Les arrondissements doivent contenir, autant que possible, un nombre égal d'électeurs. »

The voting districts shall contain, as far as possible, an equal number of electors. **Number of electors.**”

1893, c. 52, a. 35, remp. **9.** L'article 35 de ladite loi, remplacé par l'article 7 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 106, est de nouveau remplacé par le suivant:

9. Section 35 of the said act, replaced by section 7 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 106, is again replaced by the following: **1893, c. 52, s. 35, replaced.**

S. R., c. 193, a. 135, remp. pour cité. « **35.** L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

“**35.** Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following: **R. S., c. 193, s. 135, replaced for city.**”

Confec-tion de la liste. « **135.** Entre le premier décembre et le premier février de chaque année, le greffier de la cité doit faire, séparément pour chaque quartier, d'après le dernier rôle d'évaluation en dernier lieu homologué, une liste des personnes ayant qualité pour voter aux élections municipales dans chacun de ces quartiers; cette liste doit être préparée suivant le numéro civique des maisons ou suivant le numéro de cadastre lorsqu'il s'agit d'un lot vacant. Le greffier devra inscrire, dans autant de colonnes séparées, la rue, l'immeuble conférant le sens électoral, les noms et

“**135.** Between the first of December and the first of February of each year, the city clerk shall make, separately for each ward, according to the last homologated valuation roll, a list of the persons qualified to vote at municipal elections in each of these wards; such list shall be prepared according to the street numbers of houses or according to the cadastral number in the case of a vacant lot. The clerk shall enter, in as many separate columns, the street, the property qualifying the owner to vote, the surnames and given names of the electors and their **Preparation of the list.**”

prénoms des électeurs et leur occupation; cette liste doit être complétée le premier jour juridique de février et est à la disposition du public pour fins de vérification pendant un mois; elle est ensuite révisée s'il y a lieu par le conseil qui doit l'homologuer dans le cours du mois de mars. De plus entre le 1er juin et le 1er août de chaque année à la suite de l'homologation des modifications au rôle d'évaluation, le greffier doit compléter et corriger la liste des électeurs conformément aux modifications apportées et en suivant les procédures prévues pour la confection de la liste électorale. »

1893, c. 52, titre et a. 62a, aj. **10.** La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 62, abrogé par l'article 7 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 57, les titre et article suivants:

« ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ET DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

Président du conseil. « **62a.** A la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier de la cité, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil.

Vote prépondérant. Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant, en cas d'égalité des voix.

Membres du comité exécutif. Immédiatement après le choix du président du conseil, le maire a le droit de nommer les deux échevins qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par vote, chaque échevin devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour deux échevins à la charge de membre du comité exécutif.

Bulletin. Le bulletin est une liste imprimée par les soins du greffier et initialée par lui, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms des échevins.

Scrutin secret. Pour voter, chaque échevin reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président. L'échevin se retire à l'intérieur d'un isoloir et y fait dans un carré imprimé à cette fin une croix en regard du nom de chaque échevin pour lequel il vote.

occupation; such list must be completed on the first juridical day of February and shall be at the disposal of the public, for examination purposes, during a period of one month; it shall then be revised, if need be, by the council which shall homologate it during the month of March. Furthermore, between the 1st of June and the 1st of August of each year, after the changes in the valuation roll have been homologated, the clerk shall complete and correct the electoral list in conformity with the changes made and in the manner provided for the making of the electoral list."

10. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 62, repealed by section 7 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 57, the following title and section:

"ELECTION OF THE CHAIRMAN OF THE COUNCIL AND OF THE MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

"**62a.** At the first sitting after a general election, presided over by the city clerk, the council shall elect one of its members to act as chairman at the sittings of the council. Chairman of the council.

For the election of the chairman, the mayor shall have a casting vote in the event of a tie. Casting vote.

Immediately after the chairman of the council is chosen, the mayor shall have the right to appoint the two aldermen who shall be members of the executive committee. If he fails to exercise such right, such appointment shall be made by ballot, each alderman, on pain of nullity of his ballot, voting for two aldermen to be members of the executive committee. Members of the executive committee.

The ballot shall be a list printed under the direction of the clerk and initialled by him, upon which the names of the aldermen shall be entered in alphabetical order. Ballot.

In order to vote, each alderman shall receive such ballot from the clerk who has struck off the name of the chairman. The alderman shall withdraw into a polling-booth and shall there mark a cross on a square printed for such purpose, opposite the name of each alderman for whom he votes. Secret ballot.

Comptage
des votes.

Chaque bulletin doit être signé par le votant et remis sous enveloppe cachetée au greffier. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin alors que le vote donné pour chaque échevin est rendu public; en cas d'égalité de voix entre les échevins auxquels un vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le président du conseil pourra demander un nouveau scrutin ou donner son vote prépondérant.

Every ballot shall be signed by the voter and handed to the clerk in a sealed envelope. No such envelope shall be opened until the counting of votes when the vote given for each alderman shall be made public; in the event of a tie vote among the aldermen where one additional vote would entitle the recipient to be proclaimed elected, the chairman of the council may require another ballot or give his casting vote.

Counting
of votes.Continuation
de la
séance.

Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance.

As long as the council has not elected the members of the executive committee, it shall neither suspend nor adjourn the sitting.

Continuation
of
sitting.Droits des
membres
au conseil.

Le maire et les membres du comité exécutif ont, au conseil, les mêmes droits que les autres échevins. »

The mayor and the members of the executive committee shall have the same rights on the council as the other aldermen. »

Rights of
members
of council.1893, c.
52, aa. 63a
à 63d, aj.

11. Ladite loi est modifié en ajoutant après l'article 63, remplacé par l'article 7 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 78, les suivants:

11. The said act is amended by adding after section 63, replaced by section 7 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 78, the following:

1893, c.
52, ss. 63a
to 63d, ad.Décisions
majori-
taires.

« **63a.** Sauf s'il en est prescrit autrement par la charte de la cité, la majorité des membres présents peut décider toutes les affaires et questions soumises au conseil et, dans aucun cas, un échevin ne peut voter au scrutin secret.

« **63a.** Except as otherwise provided in the charter of the city, the majority of the members present shall decide all questions and matters submitted to the council, and in no case may an alderman vote by secret ballot.

Majority
decisions.Vote pré-
pondérant
du prési-
dent.

« **63b.** Aux assemblées du conseil, le président a voix prépondérante lorsque les votes sont également divisés.

« **63b.** At council meetings, the chairman shall have a casting vote when the votes are equally divided.

Casting
vote of
chairman.Maintien
de l'ordre,
etc.

« **63c.** Le président doit maintenir l'ordre et le décorum durant toute séance du conseil; il peut faire arrêter, par tout officier ou constable, quiconque trouble, de quelque manière que ce soit, le bon ordre durant toute séance du conseil. Toute personne ainsi arrêtée est traduite en Cour municipale pour y être jugée.

« **63c.** The chairman shall maintain order and decorum during the sittings of the council; he may cause to be arrested by any officer or constable any one who may in any way disturb good order during any sitting of the council. Any person so arrested shall be brought before the Municipal Court, there to be dealt with.

Mainten-
ance of
order, etc.Absence
de l'prési-
dent.

« **63d.** Si le président est absent d'une séance du conseil, celui-ci choisit un de ses membres pour présider; le greffier de la cité préside jusqu'à ce qu'un président soit choisi.»

« **63d.** If the chairman shall be absent from a sitting of the council, the council shall choose one of its members to preside; the city clerk shall preside until a chairman is chosen.»

Absence
of the
chairman.1893, c.
52, a. 68,
remp.

12. L'article 68 de ladite loi est remplacé par le suivant:

12. Section 68 of the said act is replaced by the following:

1893, c.
52, s. 68,
replaced.Séances à
huis clos.

« **68.** Le conseil peut cependant siéger à huis clos lorsqu'il s'agit de discuter la

« **68.** The council may, however, sit with closed doors whenever it has to

Sittings
in camera.

conduite de certains de ses membres ou pour quelque autre matière d'intérêt privé.»

1893, c. 52, titres et aa. 68b à 68e, aj.

13. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 68a, édicté par l'article 9 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 106, les titres et articles suivants :

« COMPÉTENCE DU CONSEIL

Autorité du conseil.

« **68b.** Le conseil a autorité pour :

a) adopter les budgets et voter les crédits nécessaires à l'administration de la cité, soumis par le comité exécutif, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

b) consentir les contrats de la cité dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

c) adopter les règlements décrétant les travaux considérés comme dépenses capitales et autoriser les emprunts ou imposer les taxes pour les payer ou ordonner qu'ils seront payés à même les fonds généraux non encore affectés;

d) adopter tous les règlements de la cité concernant toute matière qu'elle a droit de réglementer;

e) créer par règlement les différents services de la cité et établir le champ de leurs activités;

f) se prononcer sur tout rapport que le comité exécutif lui soumet;

g) demander au comité exécutif des rapports sur toute matière concernant l'administration de la cité;

h) approuver le plan de classification des fonctions, les échelles de salaires s'y rapportant et leurs allocations, sur rapport du comité exécutif;

i) déléguer au comité exécutif, par règlement, tous les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi à l'exception de ceux qui lui sont accordés par le présent article.

Nomination du greffier, etc.

« **68c.** Sur rapport du comité exécutif qui ne peut être modifié, le conseil nomme le greffier, le trésorier, les autres chefs de services et leurs adjoints.

discuss the conduct of any of its members, or for any other matter of a private nature."

13. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 68a, enacted by section 9 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 106, the following titles and sections:

"JURISDICTION OF THE COUNCIL

"**68b.** The council shall have authority to:

(a) adopt the budgets and vote the appropriations necessary for the administration of the city, submitted by the executive committee, with the right to amend the same within the prescribed delays;

(b) approve contracts on behalf of the city in the cases where the executive committee cannot do so;

(c) adopt the by-laws ordering works deemed to be capital expenditures and authorize loans or levy taxes to pay for the same or order the payment thereof out of the unappropriated general funds;

(d) enact all the city by-laws respecting any matter which it is entitled to regulate;

(e) create by by-law the various city departments and establish the field of their activities;

(f) decide upon any report submitted to it by the executive committee;

(g) require reports from the executive council respecting any matter relating to the administration of the city;

(h) approve the job classification plan, the scales of salaries and allowances relating thereto, upon the report of the executive committee;

(i) delegate to the executive committee, by by-law, all powers conferred upon it by law except those granted to it by this section.

"**68c.** On the report of the executive committee which shall not be amended, the council shall appoint the clerk, the treasurer, the heads of departments and their assistants.

Authority of the council.

1893, c. 52, titres and ss. 68b to 68e, ad.

Appointment of clerk, etc.

Autres nominations. Il nomme aussi, sur rapport du comité exécutif, les autres officiers ou employés permanents, les membres du service de la police, ceux du service de la protection contre l'incendie et les employés réguliers des services extérieurs.

Employés temporaires. Les employés temporaires sont nommés par le comité exécutif.

« COMPÉTENCE DU COMITÉ EXÉCUTIF

Président du comité exécutif. « **68d.** 1. Le maire est le président du comité exécutif; il nomme, à la première assemblée du comité exécutif, l'un des membres président intérimaire; celui-ci doit exercer en son absence ou en cas de vacance dans cette charge tous les devoirs du président.

Quorum. Le quorum du comité exécutif est de deux et le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

Séances à huis clos. 2. Le comité siège à huis clos, sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la cité, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement.

Secrétaire. 3. Le greffier de la cité et, en son absence, l'assistant greffier, est le secrétaire du comité.

Vacance. 4. Toute vacance dans le comité est remplie par le maire dans les huit jours de cette vacance. Pendant cette vacance, les membres restants, s'ils forment quorum, peuvent agir.

Démission. 5. La démission d'un membre du comité est effective à compter du jour où elle a été remise au greffier de la cité.

Fonctions. 6. Le comité exécutif exerce les fonctions exécutives du gouvernement de la cité, qui sont principalement les suivantes:

a) faire rapport au conseil de toute matière de la juridiction du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription contraire. Si la résolution du conseil a été adoptée par cinq des membres présents du conseil, le comité exécutif doit lui faire rapport dans les trente jours de l'adoption de la résolution;

b) le comité exécutif fait part au conseil de ses décisions et suggestions, au moyen de rapports signés par son président.

On the report of the executive committee, it shall also appoint the other officers or permanent employees, the members of the police department, those of the fire department and the regular employees of the external departments.

The temporary employees shall be appointed by the executive committee.

“JURISDICTION OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

“**68d.** (1) The mayor shall be chairman of the executive committee; at the first meeting of the executive committee, he shall appoint one of the members as acting chairman; the latter shall carry out, during the chairman's absence or in the case of vacancy in such office, all the duties of the chairman.

Two shall constitute a quorum of the executive committee and the chairman shall have a casting-vote in the event of a tie.

(2) The committee shall sit in camera unless it deems that in the interests of the city its proceedings should be public.

(3) The city clerk or, in his absence, the assistant clerk, shall be secretary of the committee.

(4) Every vacancy in the committee shall be filled by the mayor within eight days of its occurrence. While such vacancy subsists, the remaining members may act, if they constitute a quorum.

(5) The resignation of a member of the committee shall take effect on the day on which it is tendered to the city clerk.

(6) The executive committee shall exercise the executive functions of the government of the city, which are principally the following:

(a) to report to the council on any matter under the council's jurisdiction submitted by it, except where otherwise provided. If the resolution of the council is passed by five of the members of the council present, the executive committee shall report to it within thirty days of the passing of such resolution;

(b) the executive committee shall communicate its decisions and suggestions to the council by means of reports signed by its chairman.

Matières
à soumet-
tre au
conseil.

7. Le comité exécutif prépare et soumet au conseil :

- a) tous les règlements;
- b) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 1er mars de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis ou autres redevances municipales;
- c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;
- d) toute demande pour virement de fonds ou de crédits déjà votés;
- e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;
- f) tout rapport se rapportant à l'échange ou la location par bail emphytéotique d'un immeuble appartenant à la cité et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;
- g) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la juridiction exclusive du comité exécutif;

h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

Approba-
tion, etc.

8. Toute demande, tout règlement ou tout rapport soumis par le comité exécutif doit, sauf prescription contraire, être approuvé, rejeté, amendé ou retourné par le vote de la majorité des membres du conseil présents à la séance; cependant, toute demande, tout règlement ou tout rapport sur lequel le conseil ne s'est pas prononcé pendant deux séances consécutives est considéré comme approuvé et accepté par le conseil; néanmoins, le comité exécutif peut à nouveau soumettre au conseil avec ou sans amendement un rapport déjà rejeté par ce dernier.

Budget.

9. Après avoir tenu compte de l'estimation de revenus de la cité et après avoir étudié les estimations des dépenses soumises par les chefs de services ainsi que leurs rapports et suggestions tels que présentés par le gérant, le comité exécutif prépare et adopte le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et adopter les règlements et les résolutions imposant les taxes, permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu de tous les autres revenus de la cité.

(7) The executive committee shall prepare and submit to the council:

- (a) all the by-laws;
- (b) the annual budget of revenue and expenditures, not later than the 1st of March in each year, including the by-laws imposing the taxes, licences, permits and other municipal dues;
- (c) every application for the appropriation of the proceeds of loans or for any other credit required;
- (d) every application for a transfer of funds or credits already voted;
- (e) every report recommending the granting of franchises and privileges;
- (f) every report concerning the exchange or the rental by emphyteutic lease of an immoveable belonging to the city and in addition the rental of its moveable and immoveable property, when the term of the lease exceeds one year;
- (g) every other application the object of which has not been declared to be under the exclusive jurisdiction of the executive committee;

(h) every plan of classification of functions and of the salaries attached thereto.

(8) Every application, by-law or report submitted by the executive committee shall, except where otherwise provided, be approved, rejected, amended or referred back by the vote of the majority of the members of the council present at the meeting; however, any application, by-law or report on which the council has not taken a decision during two consecutive meetings shall be deemed to be approved and accepted by the council; nevertheless, the executive committee may submit again to the council, with or without amendment, a report already rejected by it.

(9) After taking into account the estimate of the city's revenue and studying the estimates of expenses submitted by the heads of departments, and their reports and suggestions as presented by the manager, the executive committee shall prepare and adopt the budget for the following fiscal year; it shall also prepare and pass by-laws and resolutions imposing taxes, permits and licences to meet the expenses, with due regard for all other revenue of the city.

Matters
to be sub-
mitted to
council.

Approval,
etc.

Budget.

Adoption
par le
conseil.

10. Si le conseil n'adopte pas, à son tour, avant le 31 mars de chaque année, le budget, les règlements et les résolutions qui s'y rapportent, soumis par le comité exécutif, ils deviennent automatiquement en vigueur à compter du premier mai, nonobstant toute disposition contraire de la charte.

(10) If, before the 31st of March of each year, the council does not, in its turn, adopt the budget and pass the by-laws and resolutions relating thereto submitted by the executive committee, they shall automatically come into force on the 1st of May, notwithstanding any contrary provision of the charter.

Adoption
by the
council.Crédits à
la disposi-
tion du
comité.

11. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le conseil, soit par voie de budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité exécutif qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil.

(11) Except where otherwise provided, the appropriations voted by the council, either by the budget or out of the proceeds of loans, or otherwise, shall remain at the disposal of the executive committee which shall see that they are used for the purposes for which they were voted, without further approval by the council.

Appropriations at
disposal
of com-
mittee.Fixation
des salai-
res, etc.

12. Sauf prescription contraire, le comité exécutif fixe les salaires de tous les employés de la cité, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil. L'augmentation du nombre des employés de la cité dans tout service doit aussi être autorisée par le comité exécutif, pourvu que celui-ci ait à sa disposition les crédits nécessaires.

(12) Except where otherwise provided, the executive committee shall fix the salaries of all city employees except those under the exclusive jurisdiction of the council. Any increase in the number of city employees in a department shall also be authorized by the executive committee, provided it has at its disposal the necessary appropriations.

Fixing of
salaries,
etc.

Contrats.

13. Le comité exécutif peut consentir sans l'autorisation du conseil et sans soumission tout contrat dont le montant n'excède pas \$1,000; il doit soumettre au conseil pour approbation tous les contrats dont le montant excède \$1,000. Toutefois, il peut, après avoir demandé et reçu des soumissions et sans l'autorisation du conseil, consentir seul tout contrat dont le montant n'excède pas celui mis à sa disposition pour cette fin.

(13) The executive committee may approve, without the authorization of the council and without tenders, any contract the amount whereof does not exceed \$1,000; it shall submit to the council for approval all contracts the amount whereof exceeds \$1,000. Nevertheless, after having called for and received tenders, it may alone, without the authorization of the council, approve any contract the amount of which does not exceed the amount placed at its disposal for such purpose.

Contracts.

Dépenses.

14. Sauf les cas d'urgence, le comité exécutif doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède \$1,000, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du gérant et d'un rapport du comité exécutif; sauf dans ce cas de dispense, le comité exécutif ne peut consentir le contrat sans l'autorisation du conseil.

(14) Except in urgent cases, and unless exempted therefrom by the council following a recommendation by the manager and a report of the executive committee, the executive committee shall call for tenders in all cases in which the expenses to be incurred exceed \$1,000; except in such case of exemption, the executive committee may not approve the contract without the authorization of the council.

Expenses.

Cas
d'urgence.

15. Dans les cas d'urgence, le comité exécutif à la requête écrite du gérant a le droit de faire toutes dépenses qu'il juge nécessaires; le comité alors doit faire un rapport motivé au conseil à la première assemblée qui suit.

(15) In urgent cases, the executive committee shall, on the written request of the manager, be entitled to pay any expenses which it shall deem necessary; the committee shall then submit to the council, at its next meeting, a report stating the reasons therefor.

Urgent
cases.

- Signature des contrats. 16. Tous les contrats doivent être signés au nom de la cité par le président du comité exécutif et par le greffier. Le président du comité exécutif peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité exécutif à signer les contrats à sa place. (16) All contracts shall be signed in the name of the city by the chairman of the executive committee and by the clerk. The chairman of the executive committee may, however, authorize, generally or specifically, in writing, another member of the executive committee to sign the contracts in his stead. Signing of contracts.
- Travaux en régie. 17. Le comité exécutif peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas \$10,000; cependant, le conseil peut autoriser le comité exécutif à faire exécuter en régie des travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède \$10,000. (17) The executive committee may, without the consent of the council, cause to be carried out, by day labour, works the cost of which does not exceed \$10,000; nevertheless, the council may authorize the executive committee to cause to be carried out, by day labour, specified works of any kind the cost of which exceeds \$10,000. Works by day labour.
- Observation de la loi, etc. 18. Le comité exécutif doit veiller à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les contrats de la cité soient fidèlement observés. (18) The executive committee shall see that the laws, by-laws, resolutions and contracts of the city are faithfully observed. Observance of law, etc.
- Plans et devis, etc. 19. Le comité exécutif veille à la préparation des plans et devis et à la demande de soumissions. (19) The executive committee shall see to the preparation of plans and specifications and to the calling for tenders. Plans and specifications, etc.
- Sommes dues par la cité. 20. Le comité exécutif autorise le paiement de toutes les sommes dues par la cité en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites dans la charte. (20) The executive committee shall authorize the payment of all sums due by the city, in accordance with the formalities, restrictions and conditions prescribed by the charter. Sums due by the city.
- Communications entre le conseil et les services. 21. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité exécutif; dans ses rapports avec celui-ci, le conseil doit toujours agir par résolution. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au gérant pour tout renseignement concernant les services. (21) Every communication between the council and the departments shall be effected through the executive committee; in its dealings with the latter, the council shall always act by resolution. The members of the council shall apply to the manager only for any information respecting the departments. Communications between council and departments.
- Communications entre le comité et les services. 22. Toute communication entre le comité exécutif et les services se fait par l'entremise du gérant; cependant, le comité exécutif a le droit, en tout temps, de faire venir devant lui tout chef de service pour obtenir tous les renseignements qu'il désire. (22) Every communication between the executive committee and the departments shall be effected through the manager; but the executive committee may, at any time, cause to appear before it the head of any department in order to obtain any information which it may desire. Communications between committee and departments.
- Suspension de la délivrance de permis. 23. Le comité exécutif a le droit de suspendre la délivrance de tout permis non conforme à un projet d'amendement à des règlements ou à un projet de règlement de zonage ou de construction, et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif suspendant la délivrance du permis et la date de la décision du conseil sur ce nouveau règlement, cette période ne devant en aucun cas excéder 120 jours. (23) The executive committee may suspend the issue of any permit which is not in compliance with a draft amendment to any by-law or with a draft zoning or building by-law, for the period between the date of the resolution of the executive committee suspending the issue of the permit and the date of the decision of the council on such new by-law, such period not to exceed in any case 120 days. Suspension of issue of permits.

Nomina-
tions par
conseil sur
rapport
du comité,
etc.

24. Tous les chefs de services et leurs adjoints, sauf le gérant et son adjoint, sont nommés par le conseil sur rapport du comité exécutif. Ce rapport ne peut être amendé; il ne peut être rejeté qu'à la majorité de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote de cinq de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.

Appel à la
Commis-
sion muni-
cipale.

Ces officiers peuvent, dans les huit jours du délai de reconsidération de la décision, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale de Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Autorité
des chefs
de servi-
ces.

25. Les chefs de services, sauf prescription contraire de la charte, répondent de l'administration de leurs services respectifs en premier lieu au gérant et en dernier ressort au comité exécutif. A la demande du comité exécutif, ils doivent lui faire parvenir des rapports écrits ainsi que leur avis écrit sur toute question touchant leurs services. »

Office du
Personnel.

« 68e. Un organisme désigné sous le nom de « Office du Personnel » composé du gérant, du trésorier de la cité et du chef du service intéressé dans le cas soumis, a pour fonction de recommander au Comité exécutif l'engagement, la promotion, la permutation, la diminution de grade, la suspension et la destitution des employés de la cité, y compris les estimateurs à l'exception toutefois du gérant, des chefs de service et de leurs adjoints. »

1893, c.
52, a. 75,
ab.

14. L'article 75 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 94,
mod.

15. L'article 94 de ladite loi, est modifié en abrogeant le troisième alinéa.

Id., a. 95,
ab.

16. L'article 95 de ladite loi remplacé par l'article 16 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, est abrogé.

Id., a. 96,
ab.

17. L'article 96 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 101,
remp.

18. L'article 101 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 1 Edouard VII, chapitre 45, et modifié par l'article 5 de la

(24) All heads of departments and their assistants, except the manager and his assistant, shall be appointed by the council on a report of the executive committee. Such report cannot be amended; it cannot be rejected except by an absolute majority of all the members of the council. On a report of the executive committee, the council may, by the vote of five of its members, suspend such officers, reduce their salaries or dismiss them.

Such officers may, within eight days of the delay for reconsidering the decision, appeal from such decision to the Quebec Municipal Commission whose decision, after investigation, shall be final.

(25) The heads of departments, unless otherwise provided by the charter, shall be responsible first to the manager and finally to the executive committee for the administration of their respective departments. At the request of the executive committee, they shall furnish it with written reports and give their written advice on any question concerning their departments."

Personnel
Bureau.

"68e. An organization called the "Personnel Bureau" consisting of the manager, the city treasurer and the head of the department concerned with the case submitted, shall recommend to the executive committee the engagement, promotion, change of employment, reduction in rank, suspension and dismissal of the employees of the city, including the assessors but excepting the manager, the heads of departments and their assistants."

1893, c.
52, s. 75,
repealed.

14. Section 75 of the said act is repealed.

Id., s. 94,
am.

15. Section 94 of the said act is amended by repealing the third paragraph.

Id., s. 95,
repealed.

16. Section 95 of the said act, replaced by section 16 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, is repealed.

Id., s. 96,
repealed.

17. Section 96 of the said act is repealed.

Id., s. 101,
replaced.

18. Section 101 of the said act, replaced by section 5 of the act 1 Edward VII, chapter 45, and amended by section

loi 4 Edouard VII, chapitre 56, est remplacé par le suivant:

Serment
du trésorier.

« **101.** Le trésorier de la cité prête serment, devant le maire ou un juge de paix, de remplir fidèlement les devoirs de sa charge; et ses rapports et certificats peuvent être faits sous ce serment d'office.

Percepteur et dépositaire.

Le trésorier de la cité est le seul percepteur et dépositaire de toutes sommes et redevances quelconques, payables et appartenant à la cité, y compris les taxes et les revenus provenant de l'aqueduc de la cité. »

1893, c. 52, a. 102, remp.

19. L'article 102 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Paie-
ments.

« **102.** Le trésorier ne fait aucun paiement à même les revenus ou les fonds de la cité, autrement que sur l'ordre du comité exécutif, lequel lui sera communiqué par le greffier de la cité; et la production, par le trésorier, de tel ordre dûment acquitté, est une preuve *prima facie* que le montant y mentionné a été payé. »

1893, c. 52, a. 103, mod.

20. L'article 103 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Inspection
des livres
de comp-
tes, etc.

« Les livres de comptes du trésorier, ainsi que ces pièces justificatives, sont, à toute heure raisonnable, ouverts à l'inspection, tant du conseil, du comité exécutif et de chacun de leurs membres et des officiers municipaux nommés par le conseil, que de tout contribuable de la cité. »

1893, c. 52, a. 105a, remp.

21. L'article 105a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 55, et remplacé par l'article 23 de la loi 14 George VI, chapitre 88, est de nouveau remplacé par le suivant:

Nomina-
tion, etc.,
du gérant.

« **105a.** Le conseil nomme le gérant et détermine son traitement, ainsi que les conditions et les modalités de son engagement par le vote favorable de cinq des conseillers présents.

Ancien
membre
du conseil.

Il est interdit à un ancien membre du conseil d'exercer la fonction de gérant de la cité, si ce n'est après l'expiration des deux années qui suivent la fin de son mandat.

5 of the act 4 Edward VII, chapter 56, is replaced by the following:

« **101.** The city treasurer shall take oath before the mayor or a justice of the peace to perform faithfully the duties of his office; and his reports and certificates may be made under such oath of office.

Oath of
city trea-
surer.

The city treasurer shall be the sole collector and depositary of all sums and dues whatsoever payable and belonging to the city, including the taxes and revenues from the city waterworks. »

Collector
and de-
positary.

19. Section 102 of the said act is replaced by the following:

1893, c. 52, s. 102, replaced.

« **102.** The treasurer shall make no payment out of the revenues or funds of the city, otherwise than upon an order of the executive committee, which shall be communicated to him by the city clerk; and the production, by the treasurer, of such order duly acquitted, shall be *prima facie* evidence that the amount therein mentioned has been paid. »

Pay-
ments.

20. Section 103 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

1893, c. 52, s. 103, am.

« The treasurer's books and the said vouchers shall, at all reasonable hours of the day, be open to the inspection both of the council, of the executive committee and of each of its members and municipal officers appointed by the council, as of every ratepayer of the city. »

Inspection
of
books.

21. Section 105a of the said act, enacted by section 1 of the act 8 George VI, chapter 55, and replaced by section 23 of the act 14 George VI, chapter 88, is again replaced by the following:

1893, c. 52, s. 105a, replaced.

« **105a.** The manager shall be appointed by the council, which, by the affirmative vote of five of the councillors present, shall fix his salary as well as the terms and conditions of his engagement.

Appoint-
ment, etc.,
of man-
ager.

No former member of the council shall act as manager of the city except after the expiry of two years following the end of his term of office.

Former
member
of the
council.

Domicile, etc. Le gérant doit avoir son domicile dans la cité, lors de sa nomination, ou l'y établir dans les six mois de cette nomination. Il doit consacrer tout son temps à l'exercice de sa fonction et il lui est interdit de louer ses services ou de travailler pour qui que ce soit d'autre que la cité.

The manager shall have his domicile Domicile, etc. within the city at the time of his appointment, or establish it there within six months of such appointment. He shall devote all his time to the performance of his duties and he shall not lease his service or work for anyone other than the city.

Suspension, etc. Au conseil seul appartient le droit de suspendre le gérant, de diminuer son traitement ou de le destituer par un vote de cinq de ses membres. Le gérant peut, dans les huit jours, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale de Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

The council alone may suspend the Suspension, etc. manager, reduce his salary or remove him by vote of five of its members. The manager may, within eight days, appeal from such decision to the Quebec Municipal Commission, whose decision, after investigation, shall be final.

Adjoint. Sur la recommandation du gérant, le conseil peut lui nommer un adjoint. Dans les cas d'absence ou d'incapacité du gérant, l'adjoint a les mêmes attributions et les mêmes devoirs. Les dispositions du présent article s'appliquent également à l'adjoint. »

Upon the recommendation of the man- Assistant. ager, the council may also appoint an assistant to him. In the case of the manager's absence or inability to act, the assistant shall have the same functions and duties. The provisions of this section shall also apply to the assistant."

1893, c. 52, aa. 105b à 105h, remp.

22. Les articles 105b à 105h de ladite loi, édictés par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 55, sont remplacés par le suivant:

1893, c. 52, ss. 105b to 105h, replaced.

22. Sections 105b to 105h of the said act, enacted by section 1 of the act 8 George VI, chapter 55, are replaced by the following:

Attributions et devoirs du gérant. « **105b.** Le gérant a les attributions et les devoirs qui suivent:

Functions and duties of manager. "**105b.** The manager shall have the following functions and duties:

a) administrer les affaires de la cité sous l'autorité du comité exécutif;

(a) under the authority of the executive committee, to manage the affairs of the city;

b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur les chefs de services, à l'exception du greffier et du vérificateur;

(b) as mandatary of the executive committee, to exercise authority over the heads of departments, with the exception of the clerk and the auditor;

c) assurer la liaison entre le comité exécutif et les chefs de services et surveiller le travail des services;

(c) to ensure coordination between the executive committee and the heads of departments, and to supervise the work of the departments;

d) transmettre au comité exécutif la correspondance que lui adressent les services de la cité et l'accompagner de ses recommandations;

(d) to transmit to the executive committee, with his recommendations, any correspondence sent to him by city departments;

e) assister aux réunions du comité exécutif et prendre part aux délibérations, sans cependant avoir le droit de voter;

(e) to attend the meetings of the executive committee and take part in its deliberations without, however, being entitled to vote;

f) verser ses propres conclusions, s'il le juge à propos, au dossier de toute affaire soumise au comité exécutif ou au conseil;

(f) if he deems it expedient, to add his own conclusions to the file of any matter submitted to the executive committee or to the council;

g) assister aux réunions du conseil, et lui donner toutes les informations et les avis que le conseil lui demande;

h) faire rapport au conseil de toute question qu'il croit devoir porter à la connaissance du conseil;

i) avoir accès à tous les dossiers de la cité;

j) obliger tout fonctionnaire ou employé de la cité à lui fournir toutes les informations et tous les documents qu'il lui aura demandés;

k) donner aux échevins toutes les informations qu'ils lui demandent;

l) assurer la réalisation des plans et des programmes de la cité sous l'autorité du comité exécutif;

m) faire préparer des plans et des programmes en vue de la réparation et de l'entretien des bâtisses et des installations de la cité, sous l'autorité du comité exécutif;

n) faire préparer des plans et des programmes en vue d'améliorer le fonctionnement et le rendement des services de la cité et d'en assurer le développement normal;

o) obtenir, étudier et présenter au comité exécutif, et même au conseil, s'il le juge à propos, les projets préparés par les chefs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou celle du conseil, et proposer au comité exécutif ou au conseil de prendre, dans le cadre de leur juridiction respective, toute décision qu'il juge de l'intérêt de la cité;

p) coordonner les estimations budgétaires des divers services et les présenter au comité exécutif, et, s'il le juge à propos, faire au comité exécutif, ou même au conseil, toute recommandation qu'il estime nécessaire;

q) assurer l'efficacité de tous les services de la cité;

r) surveiller les dépenses en collaboration avec le trésorier, et s'assurer que l'argent de la cité est employé conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;

s) présenter sans retard au comité exécutif la liste des comptes à payer;

t) être membre de droit de l'office du personnel de la cité;

(g) to attend meetings of the council and furnish it with such information and advice as the council requires of him;

(h) to report to the council on any question which he believes should be brought to its notice;

(i) to have access to all the city's records;

(j) to compel any officer or employee of the city to furnish him with any information and documents which he shall require;

(k) to furnish the aldermen with any information which they may request;

(l) under the authority of the executive committee, to ensure the carrying out of the city's plans and programmes;

(m) under the authority of the executive committee, to cause to be drawn up plans and programmes for the repair and maintenance of buildings and installations in the city;

(n) to cause to be drawn up plans and programmes for improving the functioning and performance of the departments of the city and for ensuring the normal development thereof;

(o) to obtain, study and present to the executive committee, and even to the council, if he deems it expedient, projects prepared by heads of departments on matters requiring the approval of the executive committee or of the council, and to recommend to the executive committee or the council the taking of any decision, within its jurisdiction, which he deems to be in the interests of the city;

(p) to coordinate the budgetary estimates of the various departments and present them to the executive committee and, if he deems it expedient, make to the executive committee or even to the council any recommendation which he considers necessary;

(q) to ensure the efficient functioning of all departments of the city;

(r) to supervise expenditures in cooperation with the treasurer, and satisfy himself that the city's money is used in conformity with the appropriations comprised in the budget, by-laws and resolutions;

(s) to submit forthwith to the executive committee a list of accounts payable;

(t) to be *ex officio* a member of the city's personnel bureau;

u) ouvrir en présence des membres du comité exécutif et des soumissionnaires, les soumissions reçues pour les travaux, et recommander l'acceptation de celle qu'il estime la meilleure. »

(u) open in the presence of the members of the executive committee and of the tenderers, the tenders received for the works, and recommend the acceptance of the tender which he considers best."

1893, c.
52, a. 147,
mod.

23. L'article 147 de ladite loi, remplacé par l'article 15 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 73, et modifié par l'article 9 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 78, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 7 par le suivant:

23. Section 147 of the said act, replaced by section 15 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 73, and amended by section 9 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 78, is again amended by replacing subsection 7 by the following:

1893, c.
52, s. 147,
am.

Rapport
de l'ingé-
nieur.

« 7. Lorsqu'une requête pour améliorations locales a été présentée, l'ingénieur de la cité doit produire un rapport au comité exécutif, avant la présentation du règlement d'emprunt. Ce rapport de l'ingénieur doit spécifier:

"7. Whenever a petition for local improvements has been presented, the city engineer shall deliver a report to the executive committee before the presentation of the borrowing by-law. Such report of the engineer shall specify:

Report of
the en-
gineer.

- a) Le caractère et l'étendue de l'amélioration proposée;
- b) La durée probable;
- c) Les immeubles qui en bénéficieront immédiatement;
- d) Le coût probable;
- e) Un plan de ladite amélioration. »

- (a) The character and extent of the proposed improvement;
- (b) The probable lifetime thereof;
- (c) The immoveables immediately benefited thereby;
- (d) The probable cost thereof;
- (e) A plan of the said improvement."

1893, c.
52, a. 226,
ab.

24. L'article 226 de ladite loi est abrogé.

24. Section 226 of the said act is repealed.

1893, c.
52, s. 226,
repealed.

Id., a. 325,
remp.

25. L'article 325 de ladite loi, remplacé par l'article 12 de la loi 5 George V, chapitre 92, est de nouveau remplacé par le suivant:

25. Section 325 of the said act, replaced by section 12 of the act 5 George V, chapter 92, is again replaced by the following:

Id., s. 325,
replaced.

Nomina-
tion d'un
estima-
teur.

« **325.** Sur rapport du comité exécutif, le conseil nomme un estimateur permanent qui doit faire chaque année l'évaluation des biens imposables de la cité suivant leur valeur réelle. Il en fait un rôle dans lequel il doit aussi insérer tous les renseignements d'intérêt public exigés par la loi et par le conseil.

"**325.** On report of the executive committee, the council shall appoint a permanent assessor, who shall make a yearly valuation of the taxable property of the city according to their real value. He shall make a roll in which he shall also insert all information of public interest required by the act and by the council.

Appoint-
ment of
an assess-
or.

Durée de
sa charge.

Cet estimateur reste en charge durant le bon plaisir du conseil. Le conseil fixe ses émoluments et détermine de quelle façon il doit faire le travail.

Such assessor shall remain in office during the Council's good pleasure. The council shall fix his salary, and decide in what manner he shall perform his duties.

Term of
office.

Rem-
plaçant.

En cas de maladie, il peut lui nommer un remplaçant qui a les mêmes pouvoirs. »

In the event of his illness, it may appoint a substitute with the same powers."

Replace-
ment.

1893,
c. 52,
a. 325a,
remp.

26. L'article 325a de ladite loi, édicté par l'article 8 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant:

26. Section 325a of the said act, enacted by section 8 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following:

1893, c.
52, s.
325a,
replaced.

Experts adjoints à l'évaluateur.

« **325a.** Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par résolution, adjoindre des experts à l'évaluateur en vue de conseiller et d'aider ce dernier à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la cité ou de certaines catégories d'iceux. »

“**325a.** On report of the executive committee, the council may, by resolution, provide the appraiser with experts with a view of counselling and helping him to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the city or of certain categories of such property.”

Experts for appraiser.

1893, c. 52, a. 383, remp.

27. L'article 383 de ladite loi, remplacé par l'article 21 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, est de nouveau remplacé par le suivant:

27. Section 383 of the said act, replaced by section 21 of the act 61 Victoria, chapter 56, is again replaced by the following:

1893, c. 52, s. 383, replaced.

Signature des obligations. Sceau. Coupons.

« **383.** Les obligations sont signées par le maire et le greffier de la cité. Elles doivent porter le sceau de la cité. Elles doivent aussi porter des coupons signés par le maire et le greffier au montant de l'intérêt semi-annuel, à un taux n'excédant pas six pour cent par an. La signature du maire sur les obligations de même que la signature du maire et du greffier sur les coupons peuvent être imprimées, lithographiées ou gravées. »

“**383.** The debentures shall be signed by the mayor and city clerk. They shall bear the seal of the city. They shall also bear coupons signed by the mayor and clerk for the amount of the half-yearly interest, at a rate not exceeding six per cent per annum.

Signing of debentures. Seal. Coupons.

Impression, etc., des signatures.

La signature du maire sur les obligations de même que la signature du maire et du greffier sur les coupons peuvent être imprimées, lithographiées ou gravées. »

The signature of the mayor on the debentures and the signature of the mayor and the clerk on the coupons may be printed, lithographed or engraved.”

Printing, etc., of signatures.

1893, c. 52, a. 390, mod.

28. L'article 390 de ladite loi, remplacé par l'article 27 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 73, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

28. Section 390 of the said act, replaced by section 27 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 73, is again amended by adding the following paragraph:

1893, c. 52, s. 390, am.

Dispositions applicables.

« Les dispositions du paragraphe 9 de l'article 68*d* s'appliquent aux dispositions du présent article qui concernent le budget. »

“The provisions of subsection 9 of section 68*d* shall apply to the provisions of this section respecting the budget.”

Provisions applicable.

1893, c. 52, a. 392, remp.

29. L'article 392 de ladite loi est remplacé par le suivant:

29. Section 392 of the said act is replaced by the following:

1893, c. 52, s. 392, replaced.

Restrictions dans les dépenses.

« **392.** Le comité exécutif ne peut pas dépenser au-delà du montant total ainsi affecté, excepté dans le cas et aux conditions ci-après mentionnés; mais il peut, en tout temps, modifier l'emploi des sommes allouées à tout comité et les appliquer à tout autre objet compris dans les attributions de ce comité. »

“**392.** It shall not be lawful for the executive committee to expend any greater sum of money in the aggregate than the total amount so appropriated, except in the cases and under the conditions hereinafter set forth; but it may at any time vary the application of the sums appropriated to any committee, to any other purpose within the jurisdiction of such committee.”

Expenditure limited.

1893, c. 52, a. 392*a*, remp.

30. L'article 392*a* de ladite loi, édicté par l'article 19 de la loi 8 Edouard VII, chapitre 88, est remplacé par le suivant:

30. Section 392*a* of the said act, enacted by section 19 of the act 8 Edward VII, chapter 88, is replaced by the following:

1893, c. 52, s. 392*a*, replaced.

Certificat du trésorier.

« **392a.** Nulle résolution du comité exécutif, autorisant la dépense de quel-

“**392a.** No resolution of the executive committee authorizing the expenditure

Certificate of treasurer.

ques sommes d'argent, ne peut être adoptée ou n'a d'effet tant qu'un certificat du trésorier de la cité n'a pas été produit, établissant qu'il y a des fonds disponibles et à la disposition de la cité pour le service et les fins pour lesquels cette dépense est proposée, conformément aux dispositions de la présente charte.

Approba-
tion des
contrats,
etc.

Aucun contrat ni arrangement quelconque ne lie la cité, à moins qu'il n'ait été approuvé par le comité exécutif.

Respon-
sabilité du
prix des
travaux,
etc.

La cité n'est pas responsable du prix ou de la valeur de travaux faits, matériaux fournis, marchandises ou effets vendus de quelque sorte que ce soit, ni d'honoraires pour services professionnels, salaires, gages ou autre rémunération, sans l'autorisation spéciale du comité exécutif, ni à moins, dans chaque cas, qu'un certificat du trésorier de la cité ne soit produit, établissant qu'il y a des fonds disponibles et affectés aux fins spéciales pour lesquelles le paiement est demandé; et aucun droit d'action n'existe contre la cité, à moins que les formalités ci-dessus n'aient été strictement observées, bien que la cité puisse avoir bénéficié de tel contrat, arrangement, travaux faits, matériaux fournis et autres services rendus.»

1893, c.
52, s. 393,
remp.

31. L'article 393 de ladite loi, remplacé par l'article 16 de la loi 4 Edouard VII, chapitre 56, est de nouveau remplacé par le suivant:

Déchéan-
ce des
membres
du conseil
et du
comité.

«**393.** Tout membre du conseil et du comité exécutif qui approuve la dépense d'une somme d'argent au-delà des montants ainsi affectés et des sommes à la disposition du comité exécutif ou de tout comité, en vertu des articles précédents, est par le fait même déchu de son droit de siéger comme membre du conseil et ne peut être réélu à la charge de maire ou d'échevin, pendant une période de deux ans, à partir de ce moment.

Cas
urgents.

Le comité exécutif peut néanmoins, dans le cas de nécessité urgente, soit pour rencontrer une obligation judiciaire ou pour autres causes imprévues et incontrôlables, se procurer les fonds nécessaires

of any moneys shall be adopted or have any effect until a certificate of the city treasurer is produced establishing that there are funds available and at the disposal of the city for the service and purposes for which such expenditure is proposed, in accordance with the provisions of this charter.

No contract or agreement whatever shall be binding upon the city, unless it has been approved by the executive committee.

The city shall not be liable for the price or value of work done, materials supplied, goods or effects furnished of any kind whatever, nor for any fees for professional services, salary, wages or other remuneration, without the special authorization of the executive committee, nor unless, in every case, a certificate of the city treasurer is produced establishing that there are funds available appropriated for the particular object for which payment is sought; and no right of action shall exist against the city unless the foregoing formalities are strictly observed, notwithstanding that the city may have benefited by any such contract, agreement, work done, materials supplied or other services rendered."

Approval
of con-
tracts, etc.

Liability
for the
price of
work, etc.

31. Section 393 of the said act, replaced by section 16 of the act 4 Edward VII, chapter 56, is again replaced by the following:

1893, c.
52, s. 393,
replaced.

“**393.** Any member of the council and of the executive committee who joins in sanctioning the expenditure of any sum of money beyond the amounts so appropriated and the amounts at the disposal of the executive committee, or of any committee, in conformity with the foregoing sections, shall *ipso facto* forfeit his right to sit as a member of the council and cannot be re-elected to the office of mayor or alderman for a period of two years from that time.

The executive committee may, nevertheless, in cases of urgent necessity, either for the purpose of meeting a judicial obligation or for other unforeseen or uncontrollable causes, procure the neces-

Forfeitur
of right
to sit in
council
and com-
mittee.

Urgent
cases.

pour rencontrer telle obligation, par les moyens qu'il juge à propos.

Exécution des jugements contre la cité.

Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun jugement rendu contre la cité comportant seulement une condamnation pécuniaire n'est exécutoire avant l'expiration de trente jours après la date du jugement. »

1893, c. 52, a. 396c, aj.

32. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 396b, édicté par l'article 15 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 109, l'article suivant:

Rénovation et réaménagement.

« **396c.** Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, la cité est autorisée à conclure avec le gouvernement du Canada, ou tout organisme de la juridiction de ce dernier, des ententes aux fins de rénover ou réaménager une partie de son territoire.

Règlements approuvés par les électeurs.

Pour donner suite à ces ententes, la cité peut, par règlement soumis à l'approbation des électeurs:

1° Acquérir, par voie d'expropriation ou autrement pour fins de rénovation et de réaménagement, les immeubles compris dans le territoire décrit comme suit:

Aire de réaménagement numéro 1:

Partant du point d'intersection formé par le côté nord-est de la rue Bériault et le côté nord-ouest de la rue Lambert; et de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté nord-ouest de la rue Lambert dans une direction astronomique S. 8°54' O. sur une distance de 534 pieds; le côté sud-ouest de ladite rue Lambert dans une direction astronomique S. 41°58' E. sur une distance de 100 pieds; une ligne de direction astronomique S. 51°55' O. d'une longueur de 161.9 pieds; une ligne de direction astronomique N. 40°31' O. d'une longueur de 430 pieds; une ligne de direction astronomique N. 22°31' O. d'une longueur de 200 pieds; une ligne de direction astronomique N. 4°16' O. d'une longueur de 275.7 pieds; une ligne de direction astronomique N. 23°59' E. d'une longueur de 410 pieds; une ligne de direction astronomique N. 46°49' E. d'une longueur de 300 pieds; une ligne de direction astronomique S. 5°11' E. d'une longueur de 340 pieds; une

sary funds to meet such obligation by such means as it may deem advisable.

Notwithstanding any law to the contrary, no judgment rendered against the city solely for the payment of a sum of money shall be executory before the expiration of thirty days from the date of such judgment."

Execution against city.

32. The said act is amended by adding after section 396b, enacted by section 15 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 109, the following section:

1893, c. 52, s. 396c, ad.

« **396c.** Subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council, the city is authorized to make with the Government of Canada, or any body under the jurisdiction of the latter, agreements for the renewal or redevelopment of a portion of its territory.

Renewal and re-development.

To carry out such agreements, the city may, by by-law subject to approval by the electors:

By-laws approved by electors.

(1) Acquire, by expropriation or otherwise, for renewal or redevelopment purposes, the immoveables located within the territories described as follows:

Redevelopment area number 1:

Starting from the intersection point formed by the northeast side of Bériault Street and the northwest side of Lambert street; thence, successively, the following lines and demarcations: the northwest side of Lambert street in an astronomical direction S. 8°54' W., a distance of 534 feet; the southwest side of the said Lambert street in an astronomical direction S. 41°58' E., a distance of 100 feet; a line of an astronomical direction S. 51°55' W. of 161.9 feet in length; a line of an astronomical direction N. 40°31' W. of 430 feet in length; a line of an astronomical direction N. 22°31' W. of 200 feet in length; a line of an astronomical direction N. 4°16' W. of 275.7 feet in length; a line of an astronomical direction N. 23°59' E. of 410 feet in length; a line of an astronomical direction N. 46°49' E. of 300 feet in length; a line of an astronomical direction S. 5°11' E. of 340 feet in length; a line of an astronomical direction S. 13°45' E. of 331.7 feet in length;

ligne de direction astronomique S. 13° 45' E. d'une longueur de 331.7 pieds; enfin une ligne de direction astronomique S. 81°06' E. d'une longueur de 25 pieds jusqu'au point de départ;

cette aire ayant une superficie de dix acres et un dixième;

Aire de réaménagement numéro 2:

Un territoire de figure irrégulière, borné au nord par le boulevard Sacré-Cœur et la rue St-Laurent, au sud-est par la rue Maisonneuve, au sud par les rues Chénier et Frontenac et le lot 135-19, au sud-ouest par la rue Victoria, à l'ouest par les rues Leduc et Brébeuf et les lots 135-1,-2,-3,-4,-5,-6,-7-2,-8,-9,-10-1,-10-2,-11-2,-13-2,-14-1,-14-2,-15-1,-15-2,-16-1,-16-2,-17-1,-17-2,-17-3,-18-1,-18-2, 135-19, et les lots 11-18 à 11-27 du quartier N° 3 et au nord-ouest par la rue Laval;

cette aire ayant une superficie de cent trois acres et deux centièmes;

Aire de réaménagement numéro 3:

Un territoire de figure irrégulière, borné au nord par la rue Beauchamp, la rue St-Henri et partie du lot 8-46, à l'est par la rue St-Henri, le boulevard Sacré-Cœur et les lots 11-28 à 11-35, au sud par la rue Chénier et les lots 10-4 et 10-15, et à l'ouest par la rue St-Rédempteur;

cette aire ayant une superficie de dix acres et quatre dixièmes;

Aire de réaménagement numéro 4:

Un territoire de figure irrégulière, borné au nord-est par la rue Dussault, au sud-est par la rue Laurier, au sud-ouest par le boulevard Sacré-Cœur, et au nord-ouest par la rue Maisonneuve;

cette aire ayant une superficie de quinze acres et quatre-vingt-deux centièmes;

2° Exécuter des travaux de déblaiement en vue du réaménagement des immeubles acquis en vertu du paragraphe 1°;

3° Aliéner par vente ou bail emphytéotique, à l'enchère ou après demande de soumissions publiques, des terrains rendus

finally, a line of an astronomical direction S. 81°06' E. of 25 feet in length to the starting point;

such area being ten and one-tenth acres in extent;

Redevelopment area number 2:

A territory of irregular shape, bounded on the north by Sacré-Cœur Boulevard and St-Laurent Street, on the southeast by Maisonneuve Street, on the south by Chénier and Frontenac Streets and lot 135-19, on the southwest by Victoria Street, on the west by Leduc and Brébeuf Streets and lots 135-1,-2,-3,-4,-5,-6,-7-2,-8,-9,-10-1,-10-2,-11-2,-13-2,-14-1,-14-2,-15-1,-15-2,-16-1,-16-2,-17-1,-17-2,-17-3,-18-1,-18-2, 135-19, and lots 11-18 to 11-27 of ward No. 3, and on the northwest by Laval street;

such area being three and two-hundredths acres in extent;

Redevelopment area number 3:

A territory of irregular shape, bounded on the north by Beauchamp Street, St. Henri Street and part of lot 8-46, on the east by St. Henri Street, Sacré-Cœur Boulevard and lots 11-28 to 11-35, on the south by Chénier street and lots 10-4 and 10-15 and on the west by St-Rédempteur street;

such area being ten and four-tenths acres in extent;

Redevelopment area number 4:

A territory of irregular shape, bounded on the northeast by Dussault street, on the southeast by Laurier street, on the southwest by Sacré-Cœur Boulevard and on the northwest by Maisonneuve street;

This area being fifteen and eighty-two-hundredths acres in extent;

(2) Carry out clearance operations for the redevelopment of the immoveables acquired under paragraph 1;

(3) Alienate by sale or emphyteutic lease, by auction or after calling for public tenders, lands made available for

disponibles pour le réaménagement et dont la cité n'a pas besoin pour fins municipales;

4° Emprunter, avec l'approbation des électeurs, du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, les montants nécessaires à l'acquisition des immeubles requis et à l'exécution des travaux projetés.

Approba-
tion.

L'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes 1°, 2° et 3° requiert l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil. »

1893, c.
52, aa.
408 à 410,
ab. le 1er
mai 1966.

33. A compter du 1er mai 1966 les articles 408 à 410 de ladite loi, remplacés par l'article 13 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 55, sont abrogés et il est déclaré que l'article 520 de la Loi des cités et villes s'applique à la cité.

Élection
du maire
suppléant.

34. L'élection du maire suppléant qui est prévue à l'article 9 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 7 de la présente loi, doit se faire à la première séance du conseil qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi; l'élu restera alors en fonction jusqu'à son remplacement conformément aux dispositions de cet article 9.

Président
et mem-
bres du
comité
exécutif.

35. L'élection du président et la nomination des membres du comité exécutif prévues à l'article 62a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 10 de la présente loi, doit se faire à une première séance du conseil tenue dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

36. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

redevelopment and which the city does not require for municipal purposes;

(4) Borrow, with the approval of the electors, the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, the sums necessary for the acquisition of the immoveables required and for the carrying out of the proposed works.

The exercise of the powers provided by paragraphs 1, 2 and 3 shall require the previous approval of the Lieutenant-Governor in Council. »

Approval.

33. From the 1st of May 1966, sections 408 to 410 of the said act, replaced by section 13 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 55, are repealed and it is declared that section 520 of the Cities and Towns Act applies to the city.

1893, c.
52, ss. 408
to 410, re-
pealed 1st
May
1966.

34. The election of the pro-mayor which is provided for in section 9 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 7 of this act, shall be held at the first sitting of the council after the coming into force of this act; the person elected shall then remain in office until replaced in accordance with the said section 9.

Election
of pro-
mayor.

35. The election of the chairman and the appointment of the members of the executive committee provided in section 62a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 10 of this act, shall take place at a first sitting of the council held within thirty days of the coming into force of this act.

Chairman
and mem-
bers of
executive
com-
mittee.

36. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.